

à la recherche d'une mondialisation politique

par Sunita Narain

Le monde est interconnecté mais il n'est pas « un ». Nous n'avons pas, collectivement, réussi à garantir un avenir commun pour tous. En dépit de beaucoup de millions d'heures passées par les gouvernements à concocter des accords multilatéraux sur l'environnement – consacrés à des questions allant du climat aux polluants organiques persistants – le monde est encore plus divisé encore plus exposé au risque de dégradation de son environnement que lorsque nous nous sommes lancés dans cette aventure. Le moment est donc venu de prendre du recul, de réfléchir et de procéder à une réorientation afin que nous puissions réellement changer les choses.

Au cours des 15 dernières années, le monde a assisté à un essor des négociations intergouvernementales pour l'élaboration de traités internationaux sur l'environnement. Cette « mondialisation écologique » est le résultat des processus de croissance et de mondialisation économiques en cours qui, non seulement, tisse des liens entre les économies, mais portent entre outre les niveaux nationaux de production et de consommation à un point dangereux pour les écosystèmes de la planète.

Le modèle économique prédominant est à forte intensité de matières et d'énergie, absorbe d'énormes quantités de ressources naturelles et laisse dans son sillage une traînée de toxines et des écosystèmes fortement dégradés et transformés. Le processus de mondialisation écologique est dominé par le fait que les niveaux de production et de consommation ont atteint un degré tel que ce qui est fait dans un pays peut avoir des répercussions majeures sur les pays voisins, voire sur le reste du monde. Jamais auparavant les humains ont eu autant besoin que maintenant d'apprendre à vivre dans « un monde unique ».

Le problème réside dans le fait que les deux processus de mondialisation évoqués ci-dessus ne s'accompagnent pas d'une forme quelconque de mondialisation politique. Il n'y a donc pas de processus soucieux de veiller à ce que le marché global émergent ou la politique écologique qui se dessine au niveau mondial soient gérés au mieux des intérêts du plus grand nombre – et sur la base des principes de « bonne gouvernance », d'égalité et de justice. Nous avons également constaté que les gouvernements sont très peu enclins à inscrire ces questions à l'ordre du jour politique.

Nous savons maintenant avec beaucoup plus de certitude que le réchauffement de la planète commence à changer notre monde pour le pire. Les preuves montrent non seulement que les changements climatiques seront désastreux pour les pays, en particulier les pays pauvres, mais aussi qu'il en coûterait beaucoup moins à la planète d'investir aujourd'hui dans l'atténuation des émissions que ce qu'elle devrait dépenser demain lorsqu'une catastrophe climatique prendra au-dessus de nos têtes.

Le réchauffement de l'atmosphère mondiale est peut-être le problème économique et politique le plus important et le plus difficile auquel le monde ait jamais été confronté et ce, en premier lieu, parce que les émissions de dioxyde de carbone sont directement liées à la croissance économique. Donc, comme nous le savons, la croissance est en cause. Nous devons réinventer ce que nous faisons et la manière

de le faire. Ceci entraînera des frais, mais ils ne représenteront qu'une fraction de ce que nous devrions autrement dépenser plus tard.


En deuxième lieu, le problème est de savoir comment partager cette croissance entre les nations et les peuples. La richesse économique mondiale est répartie très inégalement – tout comme les émissions de gaz à effet de serre. La question est maintenant de savoir comment le monde partagera ses droits d'émettre (ou de polluer) ou s'il va geler les inégalités. Le monde riche – qui a accumulé une « dette naturelle » énorme en prélevant plus que sa part sur le patrimoine mondial – va-t-il la rembourser de façon que les pays pauvres puissent se développer et utiliser le même espace écologique?

En troisième lieu, les changements climatiques sont une question de coopération internationale. Ils nous enseignent plus que toute autre chose que le monde est un; si les pays riches ont émis dans le passé des quantités excessives de dioxyde de carbone, les nouveaux pays riches en font autant aujourd'hui. Ils nous apprennent également que la seule façon d'instituer des garde-fous serait de veiller à ce qu'il existe un accord juste et équitable afin de rendre possible cette entreprise de coopération la plus vaste qui ait jamais existé.

Que devons-nous faire pour empêcher les changements climatiques? Il nous faut accepter que le monde doit aller au-delà des engagements pris au titre du Protocole de Kyoto. Pour progresser, il faudrait renégocier l'accord mondial, mais, cette fois il devra s'agir d'un accord politique. Cet accord devra traduire le sentiment d'urgence désespérée du monde confronté à une catastrophe. Il devra être équitable et constructif. En d'autres termes, le monde ne doit pas attendre encore 15 ans pour réduire les émissions et produire quelque chose d'aussi faible et pusillanime que l'actuel Protocole de Kyoto.

Il est évident que les pays riches et ceux qui sont en passe de le devenir doivent s'orienter vers une économie à faible émission de carbone et encore plus clair que la voie à suivre consiste à recourir aux technologies que nous possédons déjà. Il ne s'agit pas d'innover, mais d'utiliser les technologies actuelles de manière beaucoup plus efficace et efficiente. Les réponses résident donc dans les gains d'efficacité, tant dans la production d'énergie que dans son utilisation pour fabriquer d'autres produits. Elles consisteront aussi à changer notre façon de faire – les politiques de transport dans nos villes ou et tout le reste. Le fait est que nous savons comment changer.

Il est évident également que les pays riches émergents – Chine, Inde et autres – se montrent déjà plus efficaces par unité de production, compte tenu de leurs moyens limités, que le monde industriel. Ils seraient prêts à faire cette transition si leur efficacité était récompensée.

En dernière analyse, les changements climatiques constituent le véritable facteur de mondialisation. Ils nous obligent à nous unir, non pas simplement pour que certains pays réalisent des bénéfices à court terme, mais pour obtenir des avantages économiques et écologiques à long terme pour tous. Il nous appartient de relever le défi. 



© Christian Christian / Reuters / The Big Picture